

L'ÉTÉ SERA CHAUD POUR LES AGENTS ! L'ÉTÉ SERA SHOW À LA DGFIP !



Non seulement l'Été tarde à venir mais en plus, dans les services l'ambiance est loin d'être estivale.

Pas de souplesse sur les congés d'été, il faut recréer les collectifs de travail avant la rentrée.

Retour en présentiel à marche forcée, pas plus de 2 jours de télétravail sauf pour les personnels vulnérables, mais pour eux aussi, nous sommes en droit de nous interroger sur la brutalité du retour en présentiel.

Dans les SIE,

Le Fonds de Solidarité est loin d'être exsangue. L'application DEMETER vient d'être parachutée en lieu et place de l'application Caisse dans les CFP.

Dans les SIP,

La campagne des avis d'imposition commencera dès la fin juillet, on remet le couvert avec les numéros nationaux qui percutent les numéros locaux. On prépare la mise en place de Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI), la Taxe d'Habitation (TH) devait disparaître, sa mise à jour n'a jamais été aussi exhaustive.

Les services fonciers

Se mettent péniblement à niveau avant la nouvelle volée de réclamations à la sortie de la Taxe Foncière.

À l'origine, les retards pris dans la publicité foncière, services cibles des suppressions d'emploi pendant plusieurs années.

Les agents doivent rester motivés même si leurs missions seront bientôt rapatriées au chef-lieu du département, là encore, suivre ou partir, il faudra choisir. Doit-on leur parler du transfert de la Taxe d'Aménagement qu'ils devront absorber sans l'équivalent d'emplois que représente la mission ?

Les agents alertent de leur souffrance comme à la Trésorerie de Toulouse Amendes.

Pas de période de résilience pour faire passer les chamboulements du NRP, l'été, c'est plus que jamais le moment où on réorganise les services.

Et oui, les suppressions d'emplois, c'est maintenant qu'il faut les mettre en place.

Cerise sur le gâteau, la mode est aux réductions de surface.

Le Tube de l'Été, c'est Service Public +,

Vous en avez sûrement entendu parler... parce que les réunions ne pouvaient pas attendre.

VITE, SOYONS + **PROCHES**, enfin, dans le respect des gestes barrière tout de même !

Mais trêve de plaisanterie, 3 termes qui ressortent : *bienveillance, joignables, accompagnement.*

SOYONS + **EFFICACES** : *orientons, réponse (dans les délais)/informés (sur l'avancement des demandes), résultats (de la qualité de service).*

SOYONS + **SIMPLES** : *avis (pris en compte), compétences (développons), éco responsables.*

À coups de Nouveau Réseau de Proximité, la Direction générale détruit le maillage des Finances Publiques, éloigne les agents des contribuables mais leur demande en même temps de se rapprocher et de les accompagner !

Dans les accueils,

les plages horaires d'ouverture sont réduites, l'accueil physique est donc moins important, l'administration s'oriente alors vers la dématérialisation.

Elle supprime des emplois mais se veut exemplaire dans le taux de décroché.

C'est un déni de la réalité des services où il est de plus en plus difficile de remplir les plannings, où les canaux de contact se multiplient.

L'affiche est belle mais rassurons-nous, les halls des CFP sont tellement tapissés de la propagande ministérielle que la plupart des contribuables n'en font pas cas.

Beaucoup de réchauffé mais quand même une tâche supplémentaire pour les services. Sur le site vox usagers, non seulement les avis seront récoltés, mais il faudra mettre en place un plan d'action pour répondre à la demande ou au « dysfonctionnement ».

Les agents de la DGFIP n'en peuvent plus. Comme sur le reste de la population, la crise sanitaire laisse des traces et les conditions de travail sont dégradées par la surcharge et les restructurations perpétuelles.

Au côté des agents, la CGT Finances Publiques demande l'arrêt des réformes nocives pour les usagers comme pour les agents et revendique :

- » Le maintien du maillage territorial avec des services de pleine compétence ;
- » L'arrêt des suppressions d'emplois ;
- » Le recrutement de personnel par voie de concours ;
- » La revalorisation du point d'indice ;
- » Le rétablissement des instances pouvant garantir des possibilités de recours aux agents ;
- » L'ouverture de vraies négociations sur le télétravail et sur les Conditions de Vie au Travail.

MOBILISONS-NOUS À LA RENTRÉE,
POUR préserver un service public de proximité,
POUR défendre notre protection sociale,
nos retraites, notre assurance chômage
POUR revendiquer et gagner de nouveaux droits !

